

L'atonie mitterrandienne au Zaïre

LES 8 et 9 novembre dernier s'est tenu à Biarritz, en parallèle au dix-huitième sommet franco-africain, un « contre-sommet » dont l'objectif consista en une mise en examen de la politique française, et plus spécifiquement mitterrandienne, vis-à-vis d'un certain nombre de pays africains dont le Zaïre. Organisée dans le contexte de l'émotion intense suscitée par le drame rwandais, cette manifestation voulait démontrer à l'opinion publique française que « les plus hauts responsables (français) ont choisi de financer, de former et d'armer ceux qui préparaient les massacres, puis ont continué de soutenir militairement et diplomatiquement le camp du génocide (rwandais) » (1). « La remise en selle de Mobutu comme stabilisateur régional, poursuivait l'acte d'accusation, puis l'alliance avec le régime intégriste et raciste de Khartoum, ont montré cependant que cette politique n'était pas encore au bout de la honte » (2).

Une mise en examen en porte à faux ?

Indépendamment du fait que la France officielle entérina la présence du chef d'État zaïrois à Biarritz — elle s'avéra être finalement peu payante pour l'intéressé (voir *infra*) —, que reprochait-on à la politique française au Zaïre ? En relisant les différentes interventions sur le sujet, on ne pouvait s'empêcher d'être perplexe : les « témoins » de la mise en examen n'avaient en fait que peu à dire sur une responsabilité qui aurait été spécifiquement française dans ce qu'il était convenu d'appeler une « restauration autoritaire » au Zaïre. Outre l'habituelle diabolisation de Mobutu, la plupart des intervenants mirent en évidence le caractère largement partagé des responsabilités occidentales qui avait conduit à l'ingouvernabilité zaïroise.

Dictée par l'événementiel, la « mise en examen » de la politique française au Zaïre faisait l'impasse sur l'évolution réelle de cette politique depuis l'avènement de F. Mitterrand à la présidence de la République. De ce point de vue, il manquait aux « examinateurs » l'élémentaire mémoire historique qui leur eut permis d'établir analytiquement les jalons différenciés dans l'évolution des rapports entre la diplomatie française et le Zaïre de Mobutu.

On eut davantage compris la pertinence d'un contre-sommet franco-africain sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, une période qui avait été beaucoup plus clairement marquée par un affairisme de très court terme et surtout par des dérives autrement plus répréhensibles que celles du « mitterrandisme ». Seulement voilà : la gauche institutionnelle, candidate impatiente au pouvoir, était peu sensibilisée aux affaires africaines dont elle ne connaissait en général que les péripéties les plus visibles dont celle de la fameuse « affaire des diamants de Bokassa ».

Or, si l'on pouvait parler du « scandale le plus long de la V^e République », pour reprendre une expression utilisée au contre-sommet de Biarritz, c'est bien de la politique africaine des années Giscard dont il aurait dû être question, les années Mitterrand n'ayant somme toute été marquées que par une banalisation et un manque évident de relief dans la manière d'assumer un bien hasardeux héritage.

C'est en effet sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing que la France sort de son pré carré africain traditionnel pour partir à la conquête de l'important « marché francophone » zaïrois. Entre le début et la fin des années 70, un nombre d'entremetteurs, de bureaux d'ingénierie, d'hommes d'affaires français font, avec leurs homologues américains, italiens, allemands, japonais, belges ou suédois, le siège du régime zaïrois et ne tardent pas à faire la pluie et le beau temps dans un Zaïre dont on vante les ressources (minières) inépuisables et la qualité de gestion. Le pays est promis à un « grand avenir » dont on ne percevra guère qu'il repose sur le sable d'un système patrimonial, somptuaire et dépensier.

La facilité avec laquelle la France giscardienne pénètre au Zaïre est principalement due à un facteur exogène, à savoir les bouderies répétées du régime Mobutu contre la « petite Belgique » depuis la fin des années 60 (nationalisation de l'Union minière du Haut-Katanga, zaïrianisation des derniers bastions agro-industriels belges...) et la volonté nettement affirmée du monarque zaïrois de hisser son « grand pays » et lui-même à la hauteur des grandes puissances qui comptent.

(1) Agir Ici et Survie, *L'Afrique à Biarritz. Mise en examen de la politique française*

(Biarritz 8 et 9 novembre 1994), Paris, Karthala, 1995, p. 7.

(2) *Ibid.*

Mais, comme l'a bien montré Th. Trefon, cette pénétration française au Zaïre sera tout sauf dynamique : les plantureux contrats avec les Thomson CSF, Marcel Dassault, Rezatelsat, EDF, CGE, BRGM, etc., les échanges commerciaux entre Paris et Kinshasa n'ont qu'un impact insignifiant, sans commune mesure en tout cas avec les effets de démonstration de la politique giscardienne à l'égard du « fidèle ami zaïrois ». Les exportations et les importations entre les deux pays stagnent à quelque 0,1-0,2 % du commerce extérieur français ; les investissements directs français demeurent réduits ; la France importe du Zaïre plus de café et de thé que de cuivre et de cobalt ; les flux de l'aide publique française au développement restent limités à 8-15 % de l'aide publique bilatérale totale et sont surtout liés à l'envoi d'une (coûteuse) assistance technique civile et militaire (3).

En fait, pour la France, le Zaïre va certes représenter un intérêt pour la clientèle affairiste de la présidence giscardienne, mais surtout le poids d'une importante et bien embarrassante dette publique que le pouvoir zaïrois va mettre son point d'honneur à... ne jamais vouloir rembourser ; la France est le second grand créancier du Zaïre (immédiatement après les États-Unis) avec des créances qui représentent 15 % de la dette extérieure totale du Zaïre et jusqu'à près de 30 % de la seule dette financière de ce pays.

De l'espoir au désenchantement

On a pu croire que la victoire de la gauche française aux élections présidentielles de 1981 allait signaler le début de la fin des régimes autocratiques africains et qu'une nouvelle ère allait succéder à l'affairisme libéral du pouvoir giscardien. Au cours du débat télévisé entre Giscard et Mitterrand, ce dernier avait assez clairement signifié que « les choses allaient changer » dans le champ clos des relations franco-africaines s'il était élu à la présidence de la République. Il fallut très vite déchanter.

Tout d'abord, la gauche française n'avait pas d'autre projet cohérent pour l'Afrique que la poursuite d'un discours qui avait eu son temps dans les années 60 et qui était surtout branché sur la « théologie de la dépendance », pour reprendre une expression de J.F. Bayart. « *La première erreur du parti socialiste, avance Bayart, consista à exagérer la nature exogène des États africains, conformément à la vulgate dépendantiste et à laisser ainsi échapper l'irréductibilité de leur historicité politique (...). La seconde erreur (...) fut de*

(3) Th. Trefon, « French Policy toward Zaïre during the Giscard d'Estaing Presidency », *Les Cahiers du CEDAF*, 1, mai 1989.

tenir pour quantité négligeable les entreprises quoiqu'elles détinssent dans une large mesure la clef des relations franco-africaines » (4). Le fougueux ministre socialiste de la Coopération, Jean-Pierre Cot, dut payer de sa carrière une tentative avortée d'instaurer une nouvelle philosophie de l'aide publique qui aurait dû prolonger les idéaux de rupture avec le capitalisme que préconisait la décennie d'une « union de la gauche » vite oubliée par le socialisme réel.

Ensuite, c'était mal connaître le poids du présidentialisme républicain et jacobin de la France que de s'imaginer que François Mitterrand allait pouvoir faire table rase d'un passé gaulliste, pompidolien et giscardien en matière de relations franco-africaines. En janvier 1983, ne déclara-t-il pas tout de go à Libreville : « C'est moi qui détermine la politique étrangère de la France, pas mes ministres (...) Il n'est pas interdit aux ministres de penser et d'avoir une opinion (...) Il n'est pas concevable qu'une politique soit mise en œuvre sans mon accord, plus exactement sans mon impulsion » (5).

Est-ce à dire qu'« aucun des gouvernements qui ont succédé à ceux du général de Gaulle (et donc ceux de F. Mitterrand, NDA) n'est parvenu à se détacher des péchés originels de sa politique africaine : primauté des relations personnalisées (...) avec les dirigeants du cru, (...) maternage des pouvoirs autoritaires, rentiers et prédateurs (...) engagement militaire gratuit... » ? (6). Le cas des relations franco-zaïroises me paraît beaucoup plus ambigu et beaucoup plus complexe qu'il n'apparaît à première vue. Bien sûr, il y a les amitiés particulières entre un Jean-Christophe Mitterrand et un Mokolo wa Mpombo, éminence grise des services de sécurité de Mobutu, entre le député Jeanny Lorgeoux et le même Mokolo, entre le général J. Lacaze (« imposé » durant la cohabitation), les hauts gradés de l'armée zaïroise et le président zaïrois (7). Bien sûr, il y a les visites semi-privées, le plus souvent intempestives ou impromptues, du président du Zaïre à l'Élysée, sa participation souvent contestée aux sommets de la francophonie, etc.

Un « despote » pas très fréquentable

Une relecture objective des épisodes franco-zaïrois nous invite à une vision toutefois plus nuancée que celle des gens de la presse qui sont souvent aussi les « gens pressés ». Lorsque François Mitterrand s'installe à l'Élysée, il inquiète visiblement le landerneau

(4) J.-F. Bayart, *La politique africaine de François Mitterrand*, Paris, Karthala, 1984, pp. 127 et 130.

(5) *Le Monde*, 20 janvier 1983.

(6) J.-F. Bayart, « Fin de partie au sud du Sahara. La politique africaine de la

France », in S. Michaïlof (dir.), *La France et l'Afrique. Vade-mecum pour un nouveau voyage*, Paris, Karthala, 1993, p. 113.

(7) Voir à ce sujet S. Smith et A. Glaser, *Ces Messieurs Afrique. Le Paris-Village du continent noir*, Paris, Calmann Lévy, 1992.

des potentats et certainement le président Mobutu qui est dans le colimateur de la gauche du fait de sa proximité avec le pouvoir giscardien. Selon la presse anglophone, moins émotionnelle et plus objective que la presse française, Mobutu a entrepris aux alentours de mai-juin 1981 des contacts tous azimuts avec un certain nombre de chefs d'État africains qui avaient été proches de l'entourage giscardien. Des invitations auraient ainsi été lancées au roi Hassan, aux présidents Bongo, Dacko, Eyadéma, Ahidjo de même qu'à l'ancien président Senghor pour une concertation diplomatique dans le but que soit « éventuellement clarifié tout malentendu » entre la nouvelle présidence française et ses « vieux amis africains » (8).

Par ailleurs, Mobutu doit essuyer, à la même époque, un premier affront de taille de la part de la présidence française : le sommet franco-africain qui aurait dû se tenir à Kinshasa « était reporté à une date ultérieure » et n'aurait en tout cas pas lieu à Kinshasa comme s'y était engagé l'ex-président V. Giscard d'Estaing. Deux motifs ont conditionné la décision française. D'abord, le nouveau président français veut clairement prendre ses marques à l'égard du style « personnalisé » du clientélisme giscardien : plus question de cousinage et du copinage franco-zaïrois dont le dernier épisode avait été le tonitruant débarquement du 2^e REP à Kolwezi en 1978. Deuxièmement, le Zaïre est montré du doigt par la communauté internationale, non seulement pour ses manquements aux droits de l'homme — treize parlementaires zaïrois ont lancé un mouvement de fronde contre le président zaïrois et sont régulièrement jetés en prison ou placés en résidence surveillée —, mais surtout pour ses carences en matière de gestion de son économie et de sa dette extérieure. Bien sûr, on ne veut pas l'affrontement diplomatique et l'émissaire de l'Élysée, Guy Penne, dépêché sur place, multiplie les bonnes paroles et les gestes d'apaisement : le sommet franco-africain de Kinshasa n'est que reporté, le volume de la coopération franco-zaïroise sera accru, etc. Mais le président zaïrois n'est pas dupe. Il engage à distance une méchante diatribe avec un Parti socialiste qu'il rend responsable de ses déboires et qu'il accuse, comme de coutume, de vouloir interférer dans les affaires intérieures d'un État souverain.

Certes, un sommet franco-africain aura bel et bien lieu à Kinshasa en octobre 1982, c'est-à-dire chez « un allié toujours encombrant et peu fréquentable », comme l'écrit *Le Matin*. Mais on prend bien soin de préciser à l'Élysée que le président français ne se rendra pas « en visite officielle au Zaïre » et que les seules visites d'État qu'il entreprendra le mèneront après le sommet de Kinshasa, à Kigali, à Bujumbura et à Brazzaville. Les réticences de la France

(8) *West Africa*, 22 juin 1981.

officielle et surtout socialiste sont cette fois liées à la publication du fameux rapport du banquier allemand E. Blumenthal sur l'absence totale de crédit à accorder à Mobutu.

Ce dernier a beaucoup investi pour « son » sommet. De plus en plus éloigné des contingences intérieures du Zaïre, il ne s'intéresse plus qu'aux grandes affaires internationales. Peu avant le sommet d'octobre 1982, il s'est rendu incontournable dans le borborygme franco-tchadien et a habilement joué les utilités en envoyant un contingent de quelque 2 000 hommes de troupe au Tchad pour soutenir son homologue, Hissène Habré. Au cours du même sommet, il théâtralise une éphémère réconciliation tchadienne autour du chef des FAN qui donnera à cette occasion une poignée de main « historique » entre Habré et le chef de l'État français plus impénétrable que jamais sur ses intentions diplomatiques au Tchad.

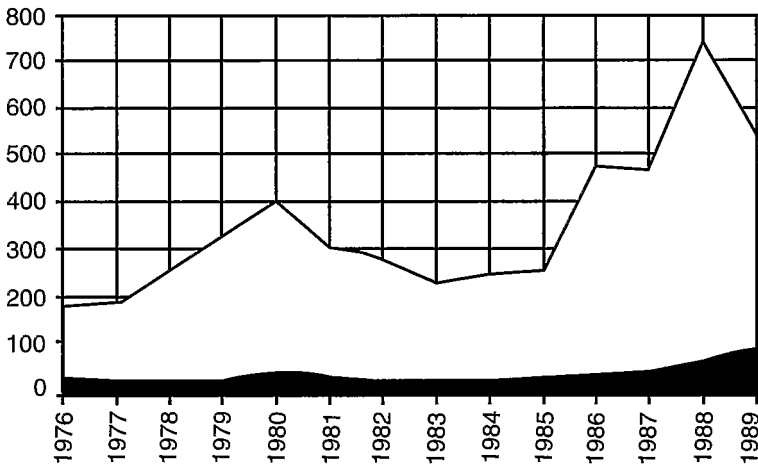
Mais ce fut le Tchad qui re-envenima les susceptibilités entre Mobutu et la France mitterrandienne deux ans plus tard. Certes, on a récompensé l'activisme de Mobutu dans l'affaire tchadienne en lui fournissant des armes, des moyens de télécommunications (Thomson CSF) pour ses forces armées, une augmentation de l'aide française à l'école de formation des troupes blindées, etc. Mais en 1984, Mitterrand négocie directement avec la Libye et sans passer par Mobutu auquel on annonce de Paris que le Zaïre devra retirer ses troupes du Tchad. Le ton est à nouveau à l'aigre lorsque se tient le sommet franco-africain de Bujumbura auquel Mobutu menace de ne pas se rendre si F. Mitterrand ne passe pas s'expliquer avant de se rendre au Burundi. Les toasts d'amitié indéfectible, les promesses d'une aide accrue de la France, les petits cadeaux épisodiques (des bus, des bourses d'études, des instruments médicaux, des formateurs militaires...), les visites privées de Mobutu en France où il cherche toujours les contacts de haut niveau et de préférence présidentiels, puis le retour sur la scène ministérielle des « cohabitants » de droite en 1986 n'auront que peu d'impact notable sur les relations franco-zaïroises.

L'abdication française au Zaïre

Le destin du Zaïre se joue désormais ailleurs qu'à Paris ou à Bruxelles ; il se joue à Washington, dans les couloirs feutrés du FMI et de la Banque mondiale qui sont devenus les institutions diplomatico-financières de référence. Le montant des aides de la France que la presse zaïroise officielle salue comme un symbole des liens durables entre les deux pays ne doit pas faire illusion.

En fait, si l'on en juge par le graphique ci-dessus, les flux financiers nets au titre de l'aide publique au développement plafonnent aux alentours de 25 à 30 millions de dollars par an depuis le début.

Aide publique de la France au Zaïre (1976-1989)



Source : OCDE, 1976-1991.

des années Giscard. La hausse qui intervient après 1986 est pour l'essentiel liée à la participation des pays dits amis du Zaïre à l'effort de l'ajustement structurel qui lui est demandé en échange de prêts à la balance de paiement. Comme l'illustre le graphique, la participation française à cet exercice, qui, dans le cas du Zaïre, sera un échec retentissant, n'est pas évidente en termes de flux nets si on la compare à l'ensemble des flux bilatéraux des pays de l'OCDE à destination du Zaïre.

En dehors de la modestie des moyens, tout se passe comme si la France mitterrandienne n'entretenait plus avec un pays comme le Zaïre, jadis terre de mission de la diplomatie giscardienne, qu'une coopération routinière, ritualisée et surtout totalement alignée aux injonctions des bailleurs de fonds multilatéraux. « *Faute d'avoir révisé le champ, l'orientation et les modalités de sa coopération (...), fait justement remarquer J.-F. Bayart, Paris a progressivement perdu sa capacité de proposer à ses partenaires africains une stratégie macro-économique globale, alors même que les effets pervers de l'aide-projet devenaient patents et que les institutions multilatérales de Bretton Woods affirmaient leur hégémonie, grâce à un patient et colossal travail d'élaboration théorique et d'information statistique* » (9).

En fait, la diplomatie de F. Mitterrand perd pied tout autant dans le champ zaïrois que dans l'ensemble du champ africain. S'il a été mis en terme aux errements affairistes des années Giscard et aux pratiques franchement déstabilisatrices qui les ont accompagnées, aucune politique africaine un tant soit peu novatrice n'a été

(9) J.-F. Bayart, « Fin de partie... », *art. cit.*, p. 113.

mise en chantier. Cette absence de relief voire cette déréliction trouvera toute sa mesure à partir du moment où s'ouvre la phase des « démocratisations » sur le continent africain.

Car à l'impasse de l'ajustement structurel s'ajoute une seconde impasse : celle du retard français et en particulier élyséen face à la montée de la contestation dans quelques-uns des États-clients et aussi au Zaïre. Il y a d'abord un significatif décrochage dans la volonté élyséenne de suivre les évolutions africaines. Le 14 juillet 1990, dans les jardins de l'Élysée, François Mitterrand répond à Patrick Poivre d'Arvor à propos du rôle joué par son fils, Jean-Christophe : « *Il n'y a pas de monsieur Afrique à l'Élysée. Il y a trois personnes qui s'occupent de l'Afrique. Monsieur Afrique, c'est le ministre de la Coopération, à la limite le Premier ministre et, de temps en temps, quand il s'agit de grandes décisions, moi. Il n'y a pas d'autre monsieur Afrique.* » Et puis, cette phrase étonnante qui contraste avec le style que F. Mitterrand entendait imposer au début de son premier septennat : « L'Élysée ne dispose d'aucun budget, ne décide rien » (10). On mesurera la distance parcourue depuis l'affirmation de 1982 : « La politique africaine, c'est moi. »

La France mitterrandienne et la transition démocratique au Zaïre

Certes, il y a le fameux discours de La Baule où la « démocratisation » africaine est encouragée par le président français... là où elle s'avère possible bien entendu. Il est cependant difficile d'être dupe. « *A défaut d'être à l'origine de la "démocratisation", François Mitterrand a révélé l'"ambiguïté" de la politique africaine de la France : très prosaïque, elle consiste, plus que jamais, à "épouser le terrain", avec toutes ses contradictions. Le grand dessein de la France, en Afrique, n'est que paresse* » (11).

Cette paresse, c'est bien celle qui caractérise l'attitude de la France à l'égard des évolutions zaïroises. Des gestes de mauvaise humeur, des froncements de sourcils sont clairement adressés par l'Élysée au président zaïrois à partir de 1989, mais ils ne vont pas au-delà de signes formels et ne sont indicatifs d'aucune politique, d'aucune clarification d'enjeux. Ainsi, le maréchal Mobutu n'est pas officiellement invité au bicentenaire de la Révolution française qui rassemble 33 chefs d'État ; il finira pas s'imposer *in extremis* en jouant des coudes et en faisant le siège de l'Élysée à partir de sa résidence à Cannes où il réside à titre privé depuis le début du mois de juillet. En 1991, Kinshasa est une nouvelle fois débouté

(10) Cité par S. Smith et A. Glaser, *op. cit.*, p. 233.

(11) *Ibid.*, p. 232.

dans sa demande de tenir le sommet de la francophonie à Kinshasa et la France fait comprendre au maréchal-président que sa venue n'est pas souhaitable. En octobre, tandis que le ministre des Droits de l'homme, Bernard Kouchner, traite Mobutu de « coffre-fort ambulant », le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, émet une appréciation particulièrement dure sur le régime zaïrois : « *Il n'est pas question d'apporter par notre présence, politique et militaire, la moindre caution à un régime qui semble à bout de souffle* » (12). C'est à cette époque (octobre 1991) que Paris qui a été la dernière capitale à encore coopérer avec Kinshasa arrête en douceur ses liens avec le Zaïre qui ne tenaient d'ailleurs plus qu'au fil d'une coopération militaire maigrichonne et de quelques dizaines de millions francs français engagés (puis finalement non tenus) par la Caisse centrale de coopération économique.

Mais la diplomatie française est aussi prise par ses contradictions internes. Ainsi, en mars 1993, le Quai d'Orsay, voulant s'affirmer solidaire des prises de position de la « troïka » (États-Unis, Belgique, France) qui exerce à ce moment une pression maximale pour que Mobutu accepte de « jouer le jeu démocratique », déclare qu'il est préférable que le président zaïrois ne séjourne pas « actuellement » dans sa résidence niçoise. En octobre, pourtant, le président zaïrois opère un *come back* remarqué en assistant aux côtés de F. Mitterrand, qui le reçoit pendant deux heures, au sommet des chefs d'État francophones qui se tient à l'île Maurice. Le président français avoue candidement son embarras : « Dans cette affaire (zaïroise), explique-t-il, rien n'est clair et on ne peut parler qu'avec prudence. »

Rien n'est très clair non plus dans l'attitude française. En février 1994, Charles Pasqua, suspecté de jouer cavalier seul avec ses propres réseaux africains, s'attire les foudres (formelles) du Quai d'Orsay en délivrant un visa au fils de Mobutu, puis à son épouse, contrevenant ainsi à une décision de la « troïka » qui s'est mise d'accord pour refuser tout visa d'entrée au président zaïrois et à sa famille.

En fait, Paris travaille discrètement depuis septembre 1993 sur l'hypothèse d'une troisième voie qui sera celle de la montée en lice de l'ex-Premier ministre, Kengo wa Dondo, l'ancien favori des institutions financières internationales réputé pour ses qualités de « gestionnaire » et qui a aussi le soutien tacite du président de la Conférence nationale, M^{gr} Monsengwo. Comme Washington et un peu plus tard Bruxelles, Paris a très tôt décidé de lâcher le Premier ministre Tshisekedi qui n'a jamais été considéré comme un interlocuteur crédible.

(12) Déclaration reprise par *Le Figaro*, 21 novembre 1991.

Ces « jeux de cours » et de pions que l'on pousse et que l'on retire sont évidemment assez vains. Ils traduisent bien l'inconsistance d'une géopolitique de clientèle à bout de souffle et de ressources. Tablant sur un succès de la « troisième voie », Paris tente, paresseusement et sans beaucoup de conviction, de renouer insidieusement les fils avec un président zaïrois que certains continuent à estimer incontournable surtout depuis la tragédie rwandaise et la déstabilisation burundaise : ils escomptent en effet que Mobutu, du fait de sa longévité au pouvoir, pourra éventuellement jouer, à partir de ses palais de Gbadolite ou Kawele, les utilités dans cette partie de l'Afrique centrale. Même si on ne se fait plus trop d'illusion sur l'issue de ce type de médiation qui a naguère échoué dans la négociation angolaise (1989) (13), puis dans celle du Tchad où les soldats zaïrois ne sont plus les bienvenus (1990), puis enfin dans l'intervention « musclée » des troupes zaïroises au Rwanda entreprise pour bouter le FPR en dehors du pays et qui a tourné au pillage (novembre 1990).

Les dividendes de cette fin (provisoire ?) de partie d'une transition démocratique zaïroise particulièrement mouvementée sont peu évidentes pour tous les acteurs concernés. Le début de normalisation franco-zaïroise que l'on pouvait escompter par l'invitation adressée au chef d'État zaïrois au sommet de Biarritz tourne court : Mobutu arrive au sommet au moment où éclate publiquement l'affaire de l'impression pirate de 45 tonnes de billets. Ni François Mitterrand, ni son Premier ministre ne feront grand cas, c'est le moins que l'on puisse dire, de sa présence à Biarritz.

En définitive, la marge de manœuvre de la France au Zaïre est de plus en plus étroite comme l'est d'ailleurs celle de tous les anciens « amis du Zaïre ». De ce point de vue, il est sans doute erroné d'attribuer à la diplomatie élyséenne ou autre de noirs desseins, comme celui de vouloir « remettre en selle » un président zaïrois qui serait incontournable.

Le diagnostic que l'on peut faire de la politique française au Zaïre est sans doute beaucoup plus simple. Comme les autres pays, la France se trouve désormais confrontée à un vide et même à une totale impuissance au niveau de son partenaire étatique puisque l'État zaïrois a tout simplement implosé. Plus que d'autres pays cependant, la France se trouve beaucoup plus embarrassée par cette implosion du fait de sa longue tradition de républicanisme jacobin qui, à défaut d'État structuré en Afrique, entretenait la fiction en recourant à des réseaux patrimonialisés. A partir du moment où même ces réseaux se disloquent, la France n'a plus rien à dire

(13) Sur le rôle du président zaïrois dans le dossier angolais, voir L. Monnier, « Rôle stratégique du Zaïre dans l'aire conflictuelle

d'Afrique australe. Éléments pour une analyse », *Genève-Afrique*, 451, 1, janvier 1985.

d'original dans le domaine de la politique africaine. Elle ne peut que maintenir des fictions tels que la francophonie africaine dont le Zaïre est présenté comme le poids lourd ou de pieux discours humanitaires qui tiennent lieu et place d'une coopération qu'il est impossible de reprendre.

Et c'est à l'abri de ces fictions et discours que se renforcent sans doute le pouvoir et la légitimité des pratiques propres aux grandes machines de développement sans que l'on soit sûr que ce pouvoir et cette légitimité aient un quelconque avenir dans le long terme africain.

Jean-Claude Willame
Université catholique de Louvain
Institut africain — CEDAF